

Liste des objets en attente de traitement

Etat au 12 novembre 2014

DEPARTEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

	Objets	Commentaire
1.	(173) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 22 septembre 1998 sur les entreprises de sécurité et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Jean Christophe Schwaab au sujet de l'interdiction des émetteurs d'ondes anti-jeunes de type mosquito et apparentés (07_MOT_015)	RC ok le 11.11.14
2.	(176) Exposé des motifs et projet de décret portant adoption du Plan directeur des carrières 2014	Séance de commission le 11.12.14
3.	(12_MOT_013) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts concernant le logement - Favorisons la densification grâce au maintien du Plan partiel d'affectation (PPA)	Séance de commission le 14.02.13 En attente que le projet de modification de la LATC soit passé devant le CE
4.	(14_MOT_052) Motion Dominique Bonny et consorts - Réguler le lynx avec efficacité et célérité	Séance de commission le 08.09.14 Rapports en attente maj. A. Chapalay min. A Rydlo
5.	(14_MOT_044) Motion Raphaël Mahaim et consorts concernant la contribution de plus-value - concrétiser sans délai les exigences fédérales (14_MOT_045) Motion Martial de Montmollin et consorts - des betteraves plutôt que des parkings dans les centres commerciaux ! (14_POS_068) Postulat Raphaël Mahaim et consorts - mettre les bouchées doubles pour la phase transitoire dans le cadre de la mise en oeuvre de la LAT révisée dans le plan directeur (14_POS_070) Postulat Vassilis Venizelos et consorts - Non au gaspillage du sol, oui à des quartiers vivants !	RC maj. ok le 05.09.14 RC min. ok le 22.10.14 RC maj. ok le 08.10.14 RC min. ok le 16.07.14 RC maj. ok le 05.09.14 RC min. ok le 22.10.14 RC maj. ok le 10.09.14 RC min. ok le 22.10.14
6.	(14_POS_079) Postulat Stéphane Rezso et consorts - Quand trop de taxes tuent les taxes ou pour que la LAT ne pénalise pas les Communes	Séance de commission le 14.11.14

	Objets	Commentaire
7.	<p>(129) Exposé des motifs et projet de loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) et</p> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bernard Borel pour l'amélioration et la clarification de la prise en charge financière des troubles du langage et de la communication dans le préscolaire (06_POS_205) - Bernard Borel et consorts pour une prise en charge optimale des enfants sourds (06_POS_225) - Catherine Labouchère et consorts – Les conséquences de la RPT en matière de prestations de pédagogie spécialisée, notamment en matière logopédique – un bilan est nécessaire (11_POS_243) - Elisabeth Ruey-Ray demandant un état des lieux de la prise en charge des enfants autistes dans le canton de Vaud et des soutiens accordés à leurs familles et une analyse de la possibilité de développer des Unités d'accueil temporaire (UAT) aptes à accueillir notamment des adolescents (11_POS_303) et <p>Réponses du Conseil d'Etat à</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interpellation Catherine Roulet : "Un accueil parascolaire pour tous" (11_INT_548) - la détermination Laurence Cretegnny : Mise en place d'un soutien aux élèves scolarisés et en formation professionnelle souffrant d'un trouble cognitif spécifique "dys" (12_INT_051) 	RC ok le 05.11.14
8.	(156) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Mireille Aubert et consorts invitant le Conseil d'Etat à analyser les taux d'échecs aux examens de fin d'apprentissage cantonaux (CFC) et à proposer un plan de mesures destinées à les abaisser afin d'éviter les coûts sociaux ultérieurs élevés qu'ils induisent pour les jeunes apprentis du canton de Vaud	RC ok le 12.11.14
9.	(180) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Martinet et consorts au nom du groupe des Verts pour une politique de relève dans le secteur des ingénieurs	Séance de commission le 15.01.15
10.	(13_POS_051) Postulat François Brélaz - Augmentons le nombre des logopédistes collaborateurs de l'Etat !	RC maj. ok le 19.05.14 RC min ok le 03.04.14
11.	(14_POS_083) Postulat Jean Tschopp et consorts - Soutenir l'accès aux arts vivants des personnes handicapées	Séance de commission le 18.12.14
12.	(14_POS_087) Postulat Hugues Gander et consorts concernant les échanges linguistiques en 12ème année LEO - une pierre, deux coups	Séance de commission le 23.01.15

	Objets	Commentaire
13.	<p>(408) Exposé des motifs et projets de lois</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la préservation du parc locatif vaudois (LPPL), - modifiant la loi du 6 mai 2006 sur l'énergie et <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur le postulat Jean-Michel Dolivo et consorts pour renforcer les droits des locataires dans la loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation de maisons d'habitation ainsi que l'utilisation de logements à d'autres fins que l'habitation (LDTR) (09_POS_156) et - sur le postulat Frédéric Borloz au nom du groupe radical relatif au logement et demandant de dépasser le statu quo pour le bien des locataires et des propriétaires (09_POS_157) 	<p><i>En attente d'une nouvelle séance de commission</i></p> <p><i>Note du SGC : cet objet est, sur le fond repris par les tirés à part 168 et 169 de la législature 2012 -2017</i></p>
14.	(151) Exposé des motifs et projet de loi sur la profession d'avocat	<p><i>CTAFJ</i> <i>Séance de commission le 27.11.14</i></p>
15.	(162) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 4 juillet 2006 sur l'exécution des condamnations pénales (LEP) – Suites du rapport d'enquête administrative sur le drame de Payerne et Réponse au postulat et consorts au nom de la Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal demandant deux modifications rapides de la LEP à la suite du drame de Payerne	<p><i>CTAFJ</i> <i>Séance de commission le 30.10.14</i></p>
16.	(163) Rapport du Conseil d'Etat et du Tribunal Cantonal au Grand Conseil : Bilan sur la réforme cas lourds	<p><i>CTAFJ</i> <i>Séance de commission le 27.11.14</i></p>
17.	(166) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 11 septembre 1995 d'exécution de la législation fédérale sur la protection civile et projet de décret abrogeant celui du 27 novembre 2012 créant un fonds des contributions de remplacement liées aux abris de protection civile	<p><i>2^{ème} débat</i></p>
18.	<p>(188) Exposé des motifs et projets de lois modifiant</p> <ul style="list-style-type: none"> - la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative - la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics 	<p><i>CTAFJ</i> <i>Séance de commission le 13.03.15</i></p>
19.	<p>(190) Exposé des motifs et projets de lois</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les amendes d'ordre communales (LAOC) et - modifiant la loi sur l'organisation policière vaudoise (LOPV) et <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Marc-Olivier Buffat et consorts demandant la modification de la loi sur les sentences municipales (articles 5 et 12) afin de permettre une procédure de flagrant délit et des amendes d'ordre pour le respect de la propreté</p>	<p><i>Séance de commission le 20.02.15</i></p>

	Objets	Commentaire
20.	<p>(168) Exposé des motifs complémentaires et projets de lois sur la préservation du parc locatif vaudois (LPPL) et modifiant la loi du 6 mai 2006 sur l'énergie (LVLEne) et</p> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur</p> <ul style="list-style-type: none"> - le postulat Jean-Michel Dolivo et consorts pour renforcer les droits des locataires dans la loi concernant la démolition, la transformation et la rénovation des maisons d'habitations ainsi que l'utilisation de logements à d'autres fin que l'habitation (09_POS_156) - le postulat Frédéric Borloz au nom du groupe radical - Logement : pour le bien des locataires et des propriétaires, dépassons le statu quo ! (09_POS_157) <p>(169) Préavis du CE au GC sur l'initiative populaire cantonale "Stop à la pénurie de logements" et projet de loi modifiant la LL et EMPD ordonnant la convocation du corps électoral pour se prononcer sur l'initiative populaire cantonale "Stop à la pénurie de logements" et les projets de lois modifiant la LATC et la LL (contre-projet du Conseil d'Etat) et</p> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur</p> <ul style="list-style-type: none"> - la motion Jérôme Christen et consorts transformée en postulat en faveur de l'introduction d'un droit de préemption permettant de faciliter la politique foncière des collectivités publiques, et - le postulat Marc-Olivier Buffat et consorts pour la création de zones d'habitation à loyers modérés, et - le postulat Christa Calpini et consorts au nom du groupe radical - Terrains constructibles thésaurisés : des mesures incitatives pas coercitives, et - le postulat Pierre Volet et consorts - Allongement des délais de permis de construire dans le canton, une mesure complémentaire à la simplification des procédures <p>(14_MOT_051) Motion Fabienne Freymond Cantone et consorts concernant la dynamisation de la construction de logements - il n'y a pas que l'initiative de l'ASLOCA ou le contre-projet du Conseil d'Etat qui peuvent faire avancer les choses</p>	<p><i>Dernière séance de commission le 19.02.15</i></p>
21.	<p>(13_INI_003) Initiative Mathieu Blanc et consorts - Pour la suppression des jours-amende du Code Pénal Suisse (exercice du droit d'initiative du canton auprès de l'Assemblée Fédérale)</p>	<p><i>CTAFJ</i> <i>En attente d'une prise de décision des Chambres fédérales</i></p>
22.	<p>(14_MOT_041) Motion Denis Rubattel et consorts - Commission des visiteurs du Grand Conseil : plus de restrictions et moins de frais !</p>	<p><i>CTMOP</i> <i>Séance de commission le 01.09.14</i> <i>Rapport en attente</i> <i>C. Wyssa</i></p>
23.	<p>(14_MOT_048) Motion Jean-Michel Dolivo et consorts pour un accès facilité des consommateurs à la justice</p>	<p><i>CTAFJ</i> <i>Séance de commission le 30.10.14</i></p>
24.	<p>(14_POS_074) Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Bureaux de dépouillement ou agences de communication, il faut choisir !</p>	<p><i>Séance de commission le 09.09.14</i> <i>Rapport en attente</i> <i>C. Ehrwein Nihan</i></p>

	Objets	Commentaire
25.	(14_POS_080) Postulat Mathieu Blanc et consorts - Des mini-caméras pour protéger les citoyens, la police et pour aider à l'identification des délinquants	<i>Séance de commission le 18.12.14</i>
26.	(14_POS_081) Postulat Denis Rubattel et consorts - Renforcer la sécurité des agents de détention et faire appliquer des sanctions plus lourdes aux détenus qui enfreignent le règlement de la prison qui les accueille !	<i>Séance de commission le 22.01.15</i>
27.	(14_MOT_055) Motion Albert Chapalay et consorts - Modification du mode de perception de la participation des communes à la facture sociale	<i>Séance de commission le 03.11.14</i>

	Objets	Commentaire
28.	(155) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats <ul style="list-style-type: none"> - Jean-Michel Dolivo et consorts - Mieux comprendre les maladies et tumeurs hormono-dépendantes (en particulier, les cancers du sein et des testicules) pour agir de manière préventive et - Fabienne Freymond Cantone et consorts concernant le cancer du sein - Pourquoi cette maladie frappe autant et comment pourrait-on mieux la prévenir 	<i>En attente d'un rapport complémentaire du CE</i>
29.	(170) Exposé des motifs et projets de décrets <ul style="list-style-type: none"> - accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 18.5 millions pour la création d'un laboratoire de production cellulaire pour l'immunothérapie - accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 22.3 millions pour le relogement des laboratoires du Centre des neurosciences psychiatriques du site de Cery (Département de psychiatrie du CHUV) 	<i>RC ok le 04.11.14</i>
30.	(177) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Nicolas RoCHAT "Hausse des primes d'assurance-maladie, une solution cantonale s'impose !" (11_POS_289) et Réponse du Conseil d'Etat à : <ul style="list-style-type: none"> - la pétition pour la transparence et l'équité dans l'assurance-maladie et pour des primes reflétant vraiment les coûts des soins (08_PET_025) ; - la résolution des Présidents des groupes politiques sur le non-remboursement des primes d'assurance-maladie (13_RES_005) ; - la détermination Nicolas RoCHAT sur la réponse du Conseil d'Etat à son interpellation "Transferts des réserves excédentaires des caisses maladie : quelle SUPRAsolidarité en faveur des assuré-e-s vaudois-e-s" (10_INT_420) 	<i>Séance de commission le 14.11.14</i>
31.	(178) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Véronique Hurni et consorts concernant l'assistance au suicide dans les hôpitaux et les EMS - quelle aide pour les soignants ?	<i>CTSAP Séance de commission le 10.11.14</i>
32.	(184) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jacques Chollet et cts demandant de renforcer dans notre canton les moyens de lutte contre le surendettement de la personne et des ménages privés	<i>Séance de commission le 07.11.14</i>
33.	(14_MOT_050) Motion Samuel Bendahan et consorts pour un congé parental vaudois facultatif subventionné	<i>RC ok le 31.10.14</i>
34.	(12_INT_071) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Gregory Devaud et consort - Ancien membre du Conseil d'Etat : débordant d'énergie, Pierre Chiffelle perçoit-il une pension de malade ?	

	Objets	Commentaire
35.	(309) Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion des députés Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler" - Régler la question une fois pour toutes.	2ème débat (lié au rapport compl. 384) En attente d'un rapport complémentaire du CE Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
36.	(384) Rapport complémentaire à l'Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du..... A la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion du député Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite " Metzler " - Régler la question une fois pour toutes.	RC maj. + min. ok le 08.06.11 Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
37.	(375) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les requérants d'asile déboutés qui n'ont pas été mis au bénéfice d'une admission provisoire dans le cadre de l'examen de leur situation sous l'angle de la circulaire du 21 décembre 2001 et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : Gérard Bühlmann, Georges Glatz, Michèle Gay Vallotton et Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : Jean-Yves Pidoux, Josiane Aubert, Nicolas Mattenberger, Jaqueline Bottlang-Pittet, Mireille Aubert, Anne Weill-Lévy, Roger Saugy, Michèle Gay Vallotton, Rauger Saugy et Réponse du Conseil d'Etat à la question Massimo Sandri, à la pétition de la Coordination Asile contre les renvois des 523 requérants, à l'appel des professionnels de la santé en faveur des requérants déboutés.	RC maj. + min. ok le 13.05.11 Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
38.	(63) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'EMPD créant le décret du ... à la suite du renvoi au Conseil d'Etat sur la motion Serge Melly (05_MOT_095) et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler". Régler la question une fois pour toutes (2ème rapport complémentaire)	RC ok Renvoyé sans délai jusqu'à adoption d'un nouveau rapport par le CE, selon motion d'ordre acceptée par le GC le 16.12.08
39.	(126) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons (LADB ; RSV 935.31) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : - Grégoire Junod et consorts demandant de différer les horaires de vente d'alcool des heures d'ouverture des commerces : une mesure efficace de santé publique et de prévention de la violence (11_POS_282) - Frédéric Haenni et consorts visant à assurer un venir durable aux acteurs de la restauration, en renforçant la formation (11_POS_278) - Claude-Alain Voiblet : Nuits festives : diminuer la pression sur les acteurs de la vie urbaine et sur les services publiques (11_POS_304)	RC maj. ok le 03.06.14 RC min. 1 ok le 14.07.14 RC min. 2 ok le 01.09.14

	Objets	Commentaire
40.	(174) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Nicolas RoCHAT Fernandez et consorts - Davantage de protection pour les employé-e-s de l'économie domestique !	RC ok le 11.11.14
41.	(14_INI_009) Initiative Jean-Michel Dolivo et consorts visant à demander à l'Assemblée fédérale la création d'une base légale spécifique pour que les employées de maison travaillant en Suisse sans statut légal soient régularisées !	Séance de commission le 24.11.14
42.	(14_PET_025) Pétition des jeunes libéraux radicaux - Du sirop à l'apéro ? NON ! Stop aux mesures liberticides et à l'infantilisation !	RC ok le 19.08.14
43.	(14_POS_076) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - Quel traitement réserve l'EVAM aux personnes vulnérables, en particulier sur le plan médical ?	RC ok le 24.10.14
44.	(14_POS_084) Postulat Grégory Devaud et consorts - Moins de bureaucratie dans les métiers de la terre	Séance de commission le 10.11.14
45.	(14_INT_221) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Ginette Duvoisin et consorts - Licences d'établissements publics : les titulaires qui ne sont pas exploitants peuvent-ils continuer à prêter leur patente?	

	Objets	Commentaire
46.	<p>(182) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'étude de CHF 1'030'000.- pour financer les études de la réhabilitation de la RC 1-B-P entre Mies et Founex sur les communes de Coppet, Founex, Mies et Tannay</p> <p>(183) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 6'150'000.- pour financer les travaux de renforcement et d'assainissement du pont d'Aigremont situé sur la route cantonale RC 706 à la sortie du Sépey en direction des Diablerets, ainsi que pour financer les travaux de correction du torrent de la Raverette au droit du pont</p>	<p>CTITM Séance de commission le 30.10.14</p>
47.	<p>(186) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 2'744'000.- pour financer les travaux de la requalification de la RC 601-B-P (route de Berne), entre le carrefour de l'autoroute A9 (Vennes) et le carrefour des Croisettes, sur les communes de Lausanne et Epalinges</p>	<p>CTITM Séance de commission le 27.11.14</p>
48.	<p>(14_MOT_043) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts pour assurer une évolution des effectifs de l'administration cantonale en phase avec l'évolution générale de notre canton</p>	<p>RC ok le 28.10.14</p>
49.	<p>(14_MOT_049) Motion Amélie Cherbuin et consorts concernant la Lpers-VD - congé pour aide en cas de maladie d'un membre de sa famille</p>	<p>Séance de commission le 23.09.14 RC maj. en attente A. Glauser RC min ok le 04.11.14</p>
50.	<p>(14_POS_077) Postulat Martial de Montmollin et consorts - Pour un vrai choix en matière d'informatique</p>	<p>CTSYF Séance de commission le 16.09.14</p>

	Objets	Commentaire
51.	(165) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 14'875'000 pour financer l'assainissement des infrastructures techniques des Etablissements de la plaine de l'Orbe	RC ok le 06.11.14
52.	(181) Exposé des motifs et projet de loi - modifiant la loi du 9 mai 1983 sur le contrôle des habitants (LCH) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Albert Chapalay demandant au Conseil d'Etat de réévaluer et de corriger les effets négatifs suite à l'adoption, par le Grand Conseil le 2 février 2010, de la loi modifiant celle du 9 mai 1983 sur le contrôle des habitants (11_POS_254)	Séance de commission le 16.01.15
53.	(185) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Olivier Gfeller et consorts demandant au Conseil d'Etat un rapport sur les monuments qui pourraient bénéficier d'un périmètre de protection	Séance de commission le 18.12.14
54.	(189) accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 1'700'000.- destiné à cofinancer, conjointement avec le Canton de Fribourg pour une part égale, l'acquisition de la parcelle n°4'949 du cadastre de la Commune de Payerne, d'une surface totale de 10'507 m ² , propriété de la Commune de Payerne, en vue d'une extension future du Gymnase intercantonal de la Broye	Séance de commission le 29.01.15
55.	(14_MOT_040) Motion Jean-Michel Dolivo et consorts pour la transparence des rémunérations dans le secteur subventionné vaudois	RC maj. ok le 17.06.14 RC min. ok le 16.09.14
56.	(14_MOT_054) Motion Philippe Randin et consorts - Suppression du moratoire du Conseil d'Etat décrété en 2004 pour les subventions aux communes pour les travaux des bâtiments classés dont la couverture est en tavillons	Séance de commission le 18.12.14
57.	(14_MOT_053) Motion Amélie Cherbuin et consorts - Pour que les buts de pure utilité publique d'une fondation exonérée d'impôt ne puissent être définis par des statuts discriminatoires	Séance de commission le 16.01.15
58.	(14_POS_086) Postulat Raphaël Mahaim et consorts au nom du groupe des Verts - Eviter le trou noir des pertes fiscales dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises II	COFIN Séance de commission le 20.11.14
59.	(14_MOT_046) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts pour une meilleure prise de conscience des amendements budgétaires à la hausse	Séance de commission le 19.06.14 RC maj en attente A. Berthoud RC min ok le 27.10.14
60.	(14_POS_061) Postulat Vassilis Venizelos pour appliquer une bonne règle à des sites d'exception	Séance de commission le 26.05.14 Rapport en attente G. Capt

	Objets	Commentaire
61.	(14_POS_065) Postulat Yves Ferrari et consorts pour une politique cohérente de conservation du patrimoine architectural et archéologique (14_POS_066) Postulat Jérôme Christen pour une véritable politique de préservation du patrimoine architectural et archéologique dans le canton de Vaud	RC ok le 01.10.14 RC ok le 01.10.14
62.	(14_INT_263) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Denis Rubattel - Nominations dans les Conseils d'administration : les compétences priment-elles véritablement ?	
63.	(14_INT_260) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Marc Chollet - A qui profitera la vente du courant électrique produit par des panneaux photovoltaïques posés ou à poser sur des bâtiments de l'Etat de Vaud ?	
64.	(187) Exposé des motifs et projets de budgets (EMPD N° 2) - des charges et des revenus de fonctionnement de l'Etat de Vaud pour l'année 2015 - d'investissement pour l'année 2015 et plan 2016-2019 et Rapport du Conseil d'Etat - sur le Programme de législature 2012-2017 - sur l'évolution à moyen terme et l'actualisation de la planification financière, des investissements et de l'endettement et Exposés des motifs et projets de loi - modifiant la loi du 12 décembre 2007 sur la Haute école pédagogique (LHEP) - modifiant la loi du 2 février 2010 d'application de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes (LVLHR) - modifiant la loi du 21 novembre 1973 sur la viticulture (LV) - modifiant la loi du 7 septembre 2010 sur l'agriculture vaudoise (LVLAgr) - modifiant la loi du 17 janvier 2006 sur l'assainissement des sites pollués (LASP) et de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit-cadre d'investissement de CHF 2'200'000.- pour financer l'assainissement des buttes de tirs communales contaminées et Exposés des motifs et projets de décret - autorisant l'Etat de Vaud à octroyer durant l'année 2015 des aides financières aux communes d'un montant total de CHF 100'000.- au maximum afin de permettre l'assainissement des buttes de tirs communales (contre-projet du Conseil d'Etat) et - fixant, pour l'exercice 2015, le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat de Vaud, ainsi que le montant limite de l'avance de trésorerie que l'Etat de Vaud peut accorder à la centrale d'encaissement des établissements sanitaires vaudois - fixant, pour l'exercice 2015, les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE)	COFIN

	Objets	Commentaire
	<ul style="list-style-type: none"> - fixant, pour l'exercice 2015, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements sanitaires privés reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements - fixant, pour l'exercice 2015, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements socio-éducatifs reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements - fixant la contribution ordinaire de l'Etat au budget annuel de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants pour la période d'août 2015 à juillet 2016 - modifiant le décret du 20 novembre 2007 fixant le traitement des membres de la Cour des comptes (Dt-Ccomptes) - accordant un crédit de CHF 64'200'000 destiné à financer l'acquisition de deux bâtiments sur les sites de la Riponne et de Montbenon, à titre d'alternative à la location auprès de la Commune de Lausanne et <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur le postulat Olivier Feller – L'Etat doit payer les entreprises dans les 30 jours - sur la motion Philippe Jobin et consorts – Assainissement du sol des installations de tir et <p>Réponse du Conseil d'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'interpellation Philippe Jobin et consorts – Assainissement du sol des installations de tir, le Canton reste muet comme une carpe 	

CONSEIL D'ETAT

	Objets	Commentaire
65.	(GC 122) Réponse du Conseil d'Etat aux observations de la Commission de gestion – Année 2013 – Secondes réponses	COGES
66.	(GC 123) Réponse du Tribunal cantonal aux observations de la Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal – Année 2013 – Seconde réponse	CHSTC

GRAND CONSEIL

	Objets	Commentaire
67.	(GC 056) Exposé des motifs et projet de loi du Grand Conseil modifiant la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 et Rapport du Grand Conseil sur la motion François Brélaz et consorts proposant de définir clairement la notion de groupe politique dans la Loi sur le Grand Conseil	<i>CTMOP Séance de commission le 03.10.14</i>
68.	(GC 085) Exposé des motifs et projet de loi du Grand Conseil modifiant la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (LEDP) et Rapport du Grand Conseil sur la motion Régis Courdesse et consorts au nom du groupe vert/libéral demandant une modification de l'article 61, lettre a, chiffres 1 et 2, de la loi sur l'exercice des droits politiques	<i>CTMOP Séance de commission le 03.10.14</i>
69.	(GC 110) Exposé des motifs et projet de loi modifiant le règlement d'application, du 29 mai 2007, de la loi du 8 mai 2007 sur le Grand Conseil (RLGC)	<i>RC ok le 28.10.14</i>
70.	(GC 117) Rapport annuel 2013-2014 de la Commission des visiteurs du Grand Conseil	<i>RC ok le 30.10.14</i>

Lausanne, le 13 novembre 2014.

Secrétariat général du Grand Conseil